



SALARIES EN COLERE

Les organisations syndicales AG2R REUNICA ont appelé à débrayer vendredi 27 janvier. Cette mobilisation **a été largement suivie tant en province qu'à Paris**. Pour la région parisienne, l'organisation d'une marche sur le siège boulevard Hausmann a rassemblé plus de 300 salariés déterminés à montrer à la Direction **l'exaspération de l'ensemble des collaborateurs du groupe pour la politique sociale appliquée**.

Les organisations syndicales, réclamant entre autres des gestes concrets de reconnaissance du travail des salariés, vous remercient de ce soutien.

La date était importante : Profiter d'une réunion du conseil d'administration du groupe pour interpeller nos administrateurs ! Une délégation des organisations syndicales reçue dès 9H a expliqué les revendications des salariés et surtout a exposé le contexte des dégradations importantes des conditions de travail.

Il s'agissait de les alerter sur les conséquences d'une politique RH, qui n'utilise que les frais de personnel comme levier d'économies à réaliser.

Une trajectoire d'économies trop rapide, au-delà de celle demandée par les fédérations.

- Sur la retraite complémentaire 96% de celles-ci sont déjà réalisées alors que le programme s'étale normalement jusqu'en 2018, et au final avec 35M€ d'économies supplémentaires effectuées.
- Sur la charge totale du groupe, concurrentiel inclus, le budget 2016 approuvé par le CA de la Sommitale a dépassé les objectifs attendus en réalisant encore plus de 18M€ d'économies.

Des résultats obtenus à quel prix !

- Aucune augmentation collective depuis plus de 3 ans malgré une inflation de 1,6%.
- Une suppression de près de 900 postes d'ici 2020 malgré la charge de travail.
- Une politique exagérée de recours à la sous traitance et aux CDD (10% de l'effectif actuel).
- Une économie substantielle sur le statut du personnel. Rappelons que sur la seule année 2016, 30M€ d'économies sont faites sur le passif social du fait de la diminution des avantages de fin de carrière.
- Une dégradation de la qualité de service client et des conditions de travail des salariés.

Les organisations syndicales ont demandé aux administrateurs de ralentir en 2017 le processus de baisse des frais de personnel et de respecter les équilibres qui préservent à la fois la qualité de gestion, les conditions de travail, et la juste rémunération des collaborateurs du groupe.

La délégation reçue ensuite par la Direction générale a exprimé des messages forts :

1. Le personnel est à bout de souffle. Il doit, en plus de la charge de travail croissante liée à la baisse des effectifs, s'investir dans des nouveaux outils, de nouvelles organisations associées pour certaines à des mobilités géographiques, et à des mutations de métiers. Ces mauvaises conditions de travail, provoquent une augmentation importante des arrêts de travail des salariés.
2. Le manque de souplesse dans l'application des accords et les dérives d'interprétations ne contribuent pas à un climat social serein dans le groupe.
3. Une revendication d'augmentations salariales collectives de 2% avec un minimum de 40€.

Au final, une Direction qui semble attentive à la description de la dégradation des conditions de travail, mais **qui ne lâche rien sur les salaires**. Faut-il entrevoir une légère ouverture dans son discours puisqu'elle n'affiche plus, à l'issue de cet échange, sa fermeté de 0% pour 2017, mais ouvre la possibilité d'une discussion sur le sujet ?

Vos délégués syndicaux attendent le résultat des négociations salariales au niveau de la branche et la réponse de la Direction à nos revendications. Nous envisagerons alors la suite à donner au mouvement du 27 janvier 2017.